



1 Bulletin du dimanche 16 novembre 2025

Dix ans après les attentats du 13-Novembre : mémoire

Dix ans après les attentats du 13 novembre 2015, la France continue de s'interroger sur les conséquences politiques, sociales et mémorielles de ces événements tragiques. Le Bataclan, symbole de cette nuit noire, incarne aujourd'hui une lente mais manifeste résurrection : la salle de concert, photographiée à plus de 40 reprises depuis 2023 par Vassili Feodoroff, se reconstruit physiquement et symboliquement, en même temps que son public. Ces attentats, qui ont fait 130 morts, ont profondément marqué la société française, suscitant des débats sur la gestion de la sécurité et des libertés individuelles. L'état d'urgence, instauré pour deux ans après les attaques, reste un sujet de controverse. Dans une tribune au « Monde », le député Pouria Amirshahi s'inquiète des « dispositions exorbitantes de droit commun » que ce régime exceptionnel a introduites, et des risques qu'elles pourraient représenter « entre les mains d'un pouvoir illibéral ». Ce dispositif, initialement conçu pour répondre à une menace terroriste immédiate, a ouvert la voie à des mesures restrictives de libertés, dont certaines ont été pérennisées dans le droit commun. Parallèlement, la commémoration des attentats et la reconstruction du Bataclan soulignent la résilience de la société civile, mais aussi les tensions persistantes entre sécurité et démocratie. Les questions sur l'équilibre entre protection et respect des droits fondamentaux restent d'une brûlante actualité, alors que la menace terroriste, bien que moins visible, n'a pas disparu. La propagande de l'État islamique, bien qu'affaiblie, continue de circuler sur les réseaux sociaux, s'adaptant aux nouvelles formes de communication et ciblant toujours les jeunes générations. Ces enjeux invitent à une réflexion sur la manière dont la France gère le traumatisme collectif et les défis posés par la radicalisation, tout en préservant les valeurs républicaines.



Lutte contre l'emprise mafieuse en Corse : une mobilisation citoyenne et institutionnelle sans précédent

La Corse est le théâtre d'une mobilisation inédite contre l'emprise mafieuse qui gangrène l'île depuis des décennies. Deux manifestations antimafia, organisées simultanément à Bastia et à Ajaccio, ont rassemblé des milliers de personnes, marquant un tournant dans la prise de conscience collective. Depuis plusieurs mois, les initiatives se multiplient, portées à la fois par la société civile et par l'État, pour démanteler les réseaux criminels qui infiltrent l'économie, la politique et la vie quotidienne. Cette « âpre révolution culturelle », comme la qualifient les observateurs, vise à libérer l'île de l'influence des clans, responsables de trafics en tous genres, de violences et de corruption. Les pouvoirs publics ont renforcé les moyens judiciaires et policiers, tandis que les associations locales multiplient les actions de sensibilisation et d'éducation pour briser la loi du silence. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre le crime organisé en France, où la Corse reste une terre de prédilection pour les organisations mafieuses en raison de sa géographie et de son histoire. Cependant, les défis restent immenses : la méfiance envers les institutions, la peur des représailles et la complexité des ramifications criminelles freinent les progrès. La question de la gouvernance et de la transparence se pose avec acuité, alors que les Corses aspirent à une île libérée des logiques clientélistes et violentes. Cette mobilisation s'inscrit aussi dans un mouvement national de lutte contre les trafics et les violences urbaines, comme en témoigne la fusillade à Grenoble, où un garçon de 12 ans a été grièvement blessé sur un point de deal, rappelant l'urgence d'une réponse globale et coordonnée.



Guerre en Ukraine : l'enjeu logistique et la résistance face à l'avancée russe

La guerre en Ukraine entre dans une phase critique, marquée par l'intensification des combats sur le front Est, notamment autour de Pokrovsk, et par les gains territoriaux progressifs des forces russes dans la région de Zaporijia. Les Russes, mieux équipés et plus nombreux, grignotent du terrain, tandis que l'Ukraine peine à contenir leur avancée, faute de moyens militaires et humains suffisants. Face à cette pression, l'OTAN et les pays européens tentent de renforcer leur capacité à déployer rapidement des troupes sur le flanc est, un défi logistique longtemps négligé. Les investissements tardifs, les lourdeurs administratives et la dépendance vis-à-vis des États-Unis compliquent la mise en place d'infrastructures capables de soutenir une réponse rapide et efficace. Parallèlement, la Russie continue de cibler les infrastructures civiles et culturelles, comme en témoigne la mise à l'abri de statues centenaires à Dnipro, symboles de l'héritage ukrainien menacé par la guerre. La communauté internationale, divisée sur les modalités d'un soutien durable à Kiev, voit émerger des propositions controversées, comme le plan de Donald Trump pour la bande de Gaza, qui pourrait inspirer des solutions similaires en Ukraine. Ce conflit, qui dure depuis plus de deux ans, a déjà causé des dizaines de milliers de morts et déplacé des millions de personnes, tout en redessinant les équilibres géopolitiques en Europe. La question d'une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et les débats sur l'envoi de troupes occidentales sur le terrain restent au cœur des tensions diplomatiques, alors que Moscou maintient une pression constante sur le front et dans l'espace informationnel.



Crise au Proche-Orient : le rejet israélien d'un État palestinien et les tensions régionales

La situation au Proche-Orient reste explosive, avec un blocage persistant sur la question palestinienne. Le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, a réaffirmé avec fermeté qu'« il n'y aura pas d'État palestinien », s'opposant ainsi aux résolutions internationales et aux appels à une solution à deux États. Cette position radicale intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations unies doit se prononcer sur un projet de résolution américaine, endossant un plan qui prévoit la création d'un « comité de la paix » et le déploiement d'une « force de stabilisation internationale » à Gaza jusqu'à la fin 2027. Ce plan, perçu comme un alignement sur les positions de Donald Trump, suscite des critiques virulentes de la part des Palestiniens et de nombreux pays arabes, qui y voient une tentative de contourner leurs aspirations nationales. Dans ce contexte, la bande de Gaza, ravagée par des mois de guerre et une crise humanitaire sans précédent, reste un foyer de tensions, tandis que les groupes armés, comme le Hamas, continuent de bénéficier d'un soutien régional. Parallèlement, l'Iran, confronté à une sécheresse historique, lance des opérations d'ensemencement des nuages pour tenter de sauver ses ressources en eau, illustrant les défis environnementaux qui s'ajoutent aux crises politiques. Les dynamiques régionales, marquées par l'influence croissante de l'Iran et les rivalités entre puissances, rendent toute issue négociée incertaine, alors que les violences et les souffrances des populations civiles se poursuivent.



L'empire médiatique de Vincent Bolloré : influence

Vincent Bolloré, 11^e fortune de France, a méthodiquement bâti un empire médiatique qui s'étend des chaînes de télévision aux journaux et stations de radio, en passant par l'édition et la publicité. Son influence, à la fois économique et politique, suscite des débats sur la concentration des médias et l'indépendance de l'information. Derrière des marques emblématiques comme CNews, Europe 1 ou Le Journal du Dimanche, se cache une stratégie d'acquisition et de contrôle qui a fait de Bolloré un acteur central – et controversé – du paysage médiatique français. Ses détracteurs lui reprochent de promouvoir une ligne éditoriale favorable à ses intérêts industriels et politiques, tandis que ses soutiens saluent son dynamisme entrepreneurial. Cette concentration des médias entre les mains d'un seul homme pose des questions sur le pluralisme et la démocratie, d'autant que son groupe est aussi présent dans des secteurs clés comme les télécommunications, les transports et l'énergie. Parallèlement, l'arrivée de la marque chinoise Shein au BHV, initialement présentée comme un coup de maître commercial, se révèle plus complexe que prévu. Le report de l'ouverture des magasins en région et le départ de grandes enseignes françaises comme Dior ou Guerlain soulignent les tensions entre impératifs économiques et attentes éthiques. Ces deux exemples illustrent les mutations profondes du capitalisme français, où la recherche de rentabilité se heurte de plus en plus souvent à des exigences sociales et environnementales.



Fuite des capitaux et incertitudes fiscales : l'épargne française en quête de sécurité

Face à l'instabilité politique et aux incertitudes fiscales, de nombreux foyers fortunés et entrepreneurs français choisissent de placer une partie croissante de leur épargne à l'étranger, notamment en Suisse et au Luxembourg. Ce mouvement, discret mais significatif, reflète une défiance grandissante envers le système fiscal et économique national, perçu comme trop complexe et imprévisible. Les réformes successives, les débats sur la taxation des hauts revenus et les risques de nouvelles mesures punitives poussent les détenteurs de capitaux à rechercher des havres de stabilité. Cette fuite des capitaux, bien que difficile à quantifier, envoie un signal alarmant sur la confiance des investisseurs dans l'avenir de la France. Elle s'inscrit dans un contexte plus large de compétition fiscale internationale, où les États tentent d'attirer les fortunes en offrant des régimes avantageux. Parallèlement, le budget national reste un sujet de tensions, avec la menace d'un recours aux ordonnances pour faire adopter le projet de loi de finances, ce qui alimenterait encore les craintes d'un pouvoir exécutif trop dominant. Ces dynamiques interrogent la capacité de la France à concilier attractivité économique et justice sociale, alors que les inégalités se creusent et que les classes moyennes peinent à préserver leur niveau de vie.



Intelligence artificielle : une révolution en marche

L'intelligence artificielle (IA) s'impose comme une révolution majeure, mais son adoption reste inégale. Alors que les particuliers intègrent rapidement des outils comme les chatbots ou les assistants vocaux dans leur quotidien, les entreprises peinent à suivre le mouvement. Selon le consultant Georges Nahon, les organisations sont freinées par des obstacles culturels, techniques et éthiques, alors même que leurs employés utilisent déjà ces technologies pour gagner en productivité. Cette dichotomie soulève des questions sur la capacité des structures traditionnelles à s'adapter à l'ère numérique. Certains entrepreneurs, comme Sami Mahroum, vont plus loin en affirmant que l'IA pourrait remettre en cause la raison d'être même des entreprises, les transformant en « écosystèmes de réseaux faiblement reliés ». Cette mutation profonde du monde du travail suscite des craintes sur l'emploi et la répartition des richesses, comme le souligne Benoît Borrits, qui prône un nouveau partage du coût salarial pour concilier innovation et cohésion sociale. Parallèlement, les neurotechnologies, encadrées par des garde-fous éthiques adoptés par l'Unesco, ouvrent des perspectives inédites en matière de santé et de bien-être, mais aussi des risques de dérives en termes de vie privée et de manipulation. Ces enjeux invitent à repenser les modèles économiques et sociaux pour tirer parti des opportunités de l'IA tout en limitant ses dangers.